

ACTION URGENTE

IL FAUT PROTÉGER UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS QUI EST EN DANGER

Le 2 juillet, la Commission Justice et paix a reçu des informations confidentielles faisant état d'un complot visant à assassiner Jani Silva, une défenseure des droits humains. Ce projet a semble-t-il été ourdi par un groupe armé nommé « *La mafia* », en représailles contre le programme de remplacement volontaire de cultures défendu par Jani Silva dans la région du Putumayo (sud-ouest de la Colombie). Selon plusieurs organisations non gouvernementales, « *La Mafia* » est derrière l'homicide de 14 personnes dans la région de Putumayo depuis le début du confinement lié à la pandémie de COVID-19. Nous demandons à l'Unité de protection nationale de renforcer les mesures de protection en place pour Jani Silva.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Alfonso Campos Martinez
Directeur de l'Unité nationale de protection
Adresse : Carrera 63 # 14 – 97 / Primer Piso
Puente Aranda / Bogotá D.C. Colombie
Courriel : director@unp.gov.co

Monsieur,

Je vous écris afin de vous faire part de mon inquiétude pour la sécurité de Jani Silva, une défenseure des droits humains de l'Association pour le développement intégral et durable de la Perla Amazónica (ADISPA), qui milite en faveur de la paix et de la protection de l'environnement dans le Putumayo.

Jani Silva a fait face à au moins cinq cas différents d'atteintes à sa sécurité depuis le début du confinement lié à la pandémie de COVID-19. Le 2 juillet, la Commission Justice et paix (Comisión Intereclesial de Justicia y Paz) a reçu des informations confidentielles faisant état d'un projet d'assassinat visant cette femme.

Nous vous demandons de fournir à Jani Silva un véhicule blindé pour ses déplacements ; de lui donner accès à un bateau protégé pour qu'elle puisse effectuer des allées et venues en toute sécurité jusqu'à la Zone de réserve paysanne de la Perla Amazónica (Zona de Reserva Campesina Perla Amazónica) ; et de veiller à ce qu'elle soit protégée par la police quand elle se trouve à son domicile.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

POUR EN SAVOIR PLUS

Jani Silva est une défenseure de l'environnement, des droits humains et de la paix qui a œuvré en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de paix sur ce territoire et encouragé des initiatives de reforestation ; elle a dénoncé les répercussions socio-économiques des activités pétrolières, notamment celles d'Amerisur. Amerisur est une entreprise d'exploitation de gisements d'hydrocarbures qui mène ses activités principalement dans les bassins du Putumayo.

Jani Silva est la représentante juridique de l'Association pour le développement intégral et durable de la Perla Amazónica (ADISPA), une organisation citoyenne ayant pour vocation de protéger les droits des communautés qui vivent dans la Zone de réserve paysanne de la Perla Amazónica.

En raison de ses activités en faveur de la paix, des groupes armés ont menacé de la tuer afin de réduire au silence l'une des plus importantes voix défendant des causes sociales dans le Putumayo. Jani Silva a également reçu des menaces parce qu'elle s'est opposée à une compagnie pétrolière dans cette région. On lui a assuré qu'elle-même et ses proches seraient tués si elle continuait de promouvoir des manifestations en faveur d'un environnement sain. On ignore l'identité des auteurs de ces menaces.

Les menaces les plus récentes recensées par Amnesty International incluent les agissements suivants :

- Le 29 novembre 2019, Jani Silva a signalé que des membres non identifiés de la police l'ont soumise à une surveillance irrégulière dans le cadre de son programme de protection.
- Le 16 janvier 2020, elle a été victime de deux cas d'atteintes à sa sécurité. Le premier a eu lieu vers midi, lorsqu'un homme à moto a surveillé son domicile pendant au moins 10 minutes ; le deuxième est survenu vers 14 heures, quand des inconnus se sont rendus sur son lieu de travail pour l'observer.
- Le 26 mars 2020, la Commission Justice et paix a informé Jani Silva d'un complot visant à l'assassiner.
- Le 17 avril, vers 14 h 30, Jani Silva a entendu six coups de feu tirés à moins de 30 mètres de son domicile.
- Le 22 avril, elle a de nouveau entendu trois coups de feu tirés à moins de 50 mètres de chez elle, ainsi que des bruits causés par les déplacements de personnes et d'une moto autour de sa maison.
- En mai 2020, plusieurs médias et organisations de défense des droits humains ont dénoncé la surveillance par l'armée de plus de 130 personnes, parmi lesquelles figurent des journalistes nationaux et internationaux, des défenseur-e-s des droits humains et des personnalités politiques. Selon leurs informations, Jani Silva faisait partie des défenseur-e-s des droits humains victimes de cette surveillance militaire.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : [18 août 2020]
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Jani Silva (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/2251/2020/fr/>